

ACTION URGENTE

TADJIKISTAN. DISPARITION DU DIRIGEANT D'UNE COMMUNAUTÉ OUZBÈKE

Salim Chamsiddinov, avocat et dirigeant d'une communauté ouzbèke dans la région de Khatlon, dans le sud du Tadjikistan, a disparu le 15 mars dernier. Il semble qu'il soit victime d'un enlèvement politique.

Les proches de **Salim Chamsiddinov**, 58 ans, l'ont vu pour la dernière fois le 15 mars 2013 à 6 h 30 alors qu'il sortait faire du sport, vêtu d'un vieux survêtement. Voyant qu'il ne rentrait pas, ils se sont rendus à la police le lendemain.

La disparition de Salim Chamsiddinov pourrait être motivée par des raisons politiques. Le 5 mai dernier, celui-ci a été gravement battu par trois ou quatre individus dans la rue, en face du bâtiment abritant le département du Comité d'État pour la sécurité nationale chargé de la région de Khatlon. Des sources sur place ont fait le lien entre cette agression et les entretiens que cet homme a accordés aux médias, au cours desquels il avait affirmé que le gouvernement tadjik menait des politiques nationalistes. Rahmatillo Zoïrov, chef du parti de l'opposition social-démocrate, a déclaré aux médias que la disparition de Salim Chamsiddinov semblait être motivée par des raisons politiques et qu'elle était liée aux actions que celui-ci a menées au sein d'un groupe de pression réclamant la modification des lois relatives aux élections présidentielles, ainsi qu'au message qu'il a communiqué aux Ouzbeks du Tadjikistan, les appelant à voter pour Rahmatillo Zoïrov lors de l'élection présidentielle qui aura lieu en novembre prochain.

Au moment de sa disparition, Salim Chamsiddinov se préparait à un nouvel entretien avec la presse au sujet de la discrimination dont sont victimes les Ouzbeks vivant dans la région de Khatlon.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en tadjik, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant au fait que Salim Chamsiddinov, partisan actif de l'opposition politique, ait disparu quelques mois avant l'élection présidentielle au Tadjikistan ;
- appelez les autorités à diligenter sans délai une enquête sur la disparition de cet homme, à découvrir où il se trouve, et à rendre les conclusions publiques ;
- si cet homme est détenu par des agents de l'État, demandez au gouvernement de révéler immédiatement où il se trouve et de veiller à ce qu'il puisse sans délai contacter sa famille et l'avocat de son choix, et bénéficier des soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- exhortez les autorités à garantir que les militants politiques, leurs partisans et leurs proches puissent faire campagne de façon pacifique à la veille de l'élection présidentielle sans craindre de faire l'objet de représailles, notamment sous la forme de harcèlement ou d'actes d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 7 MAI 2013 À :

Président du Tadjikistan

I. S. Rakhmon

Dom Pravitelstva, Pr. Rudaki 80

734023 Dushanbe, Tadjikistan

Fax : +992 37 221 69 71

Courriel : mail@president.tj (via le site

internet <http://www.president.tj/en>)

Formule d'appel : *Dear President*

Rakhmon, / Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur

R. Rahimov

29 Tekhron Street

734025 Dushanbe, Tadjikistan

Fax : +992 372 21 26 48

Formule d'appel : *Dear Minister, /*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre des Affaires étrangères

H. Zaripov

42 Rudaki Avenue

734051 Dushanbe, Tadjikistan

Fax : +992 372 21 02 59 (merci de

vous montrer persévérant-e)

Courriel : info@mfa.tj

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Tadjikistan dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

TADJIKISTAN. DISPARITION DU DIRIGEANT D'UNE COMMUNAUTÉ OUZBÈKE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Tadjikistan est un pays enclavé, entouré par la Chine, l'Afghanistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, dont la population s'élève à environ 7,2 millions d'habitants, et devenu indépendant de l'Union soviétique en 1991. Le déclin économique de cet État après l'effondrement de l'URSS a été aggravé par une guerre civile dévastatrice, de 1992 à 1997. Le président Emomali Rakhmon, au pouvoir depuis 1994, est parvenu à consolider le pays après la guerre civile. Celui-ci se considère comme le garant indispensable de la stabilité et de la paix face à la possibilité de nouveaux troubles, en particulier en raison du contexte économique instable au Tadjikistan et de la situation politique fragile dans l'Afghanistan voisin.

À l'approche de l'élection présidentielle de novembre 2013, les autorités tadjikes accentuent la répression afin de réduire au silence tous leurs détracteurs au travers d'actes de harcèlement, en fermant les locaux d'organisations et des sites internet, et en cherchant à extradier des membres de l'opposition. La torture est très répandue dans ce pays. En novembre 2012, le Comité des Nations unies contre la torture a noté « les nombreuses et constantes allégations [...] faisant état d'un recours systématique à la torture et aux mauvais traitements, principalement dans le but d'extorquer des "aveux" aux victimes ». Parmi les méthodes utilisées figurent les décharges électriques, les brûlures à l'eau bouillante ou de cigarettes, l'asphyxie et les coups. Des détenus, hommes ou femmes, auraient été victimes de viols et de menaces de viol, ainsi que de torture psychologique.

Au Tadjikistan, les disparitions forcées étaient très répandues pendant la guerre civile. À l'heure actuelle, bien les autorités estiment qu'elles ne représentent pas un réel problème, plusieurs personnes en auraient été victimes dans le cadre de l'opération militaire menée à Khorog en août 2012.

Les Ouzbeks constituent 15 % de la population tadjike, soit la plus grande minorité ethnique du pays.

Pour en savoir plus, consultez les rapports *Shattered Lives: Torture and other Ill-treatment in Tajikistan*, <http://www.amnesty.org/en/library/info/EUR60/004/2012/en>, et *No Justice, No Protection: Torture and Other Ill-treatment by Law Enforcement Officials in Tajikistan*, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/EUR60/005/2012/en>.

Nom : Salim Chamsiddinov

Genre : homme

AU 72/13, EUR 60/002/2013, 26 mars 2013

AMNESTY
INTERNATIONAL

